

Europe and the Money Muddle: from Bilateralism to Near Convertibility, 1947-1956, par ROBERT TRIFFIN. Un vol., 6¼ po. x 9¼, relié, 357 pages. — Yale University Press. New-Haven, 1957

Antoine-Élie Immarigeon

Volume 35, Number 1, April–June 1959

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1001364ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1001364ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Immarigeon, A.-É. (1959). Review of [*Europe and the Money Muddle: from Bilateralism to Near Convertibility, 1947-1956*, par ROBERT TRIFFIN. Un vol., 6¼ po. x 9¼, relié, 357 pages. — Yale University Press. New-Haven, 1957]. *L'Actualité économique*, 35(1), 149–153. <https://doi.org/10.7202/1001364ar>

Les Livres

Europe and the Money Muddle: from Bilateralism to Near Convertibility, 1947-1956, par ROBERT TRIFFIN. Un vol., 6¼ po. × 9¼, relié, 357 pages. — Yale University Press. New-Haven, 1957.

Le titre de l'ouvrage est imagé: évoquant ce que j'appellerai la «turbulence» monétaire dont pâtit l'Europe, Triffin ne fait que souligner le dimorphisme des politiques monétaires suivies par les diverses puissances européennes, avant et après les conflits guerriers de 1914 et 1939. Leurs artisans pouvaient afficher, avant-guerre, une dogmatique que les multiples difficultés nées de la guerre eurent vite fait de contredire. Surent-ils prévenir ces difficultés? Ne réussirent-ils qu'à les aggraver ou même à les provoquer? Y remédièrent-ils d'une façon durable? Contraints de se plier aux contingences, les nouveaux experts furent vite amenés à admettre qu'une monnaie est telle que la fait son environnement social. Triffin nous invite à les suivre tout au long du chemin qui devait les conduire du bilatéralisme à la quasi-convertibilité; nous livre leurs travaux, tels l'établissement du Fonds Monétaire International, la mise sur pied des accords d'arbitrage européens, de l'Union Européenne des Paiements, etc...; et nous convie à partager leurs déceptions et leurs espérances.

L'ouvrage s'adresse tout particulièrement, comme Triffin prend soin de le préciser, à des «gens de métier», tels des conseillers économiques officiels des gouvernements, experts financiers ou économistes privés rompus aux dédales des politiques monétaires et des échanges internationaux (page XIII). Il est exact que le profane aurait beaucoup de difficultés à lire ce livre et à assimiler son contenu. L'auteur ne le confesse-t-il pas lui-même dans une recension personnelle qui figure, en guise d'introduction, au début de l'ouvrage? Mais est-ce là motif suffisant pour laisser aux seuls «hommes de l'art» le soin de se pencher sur les problèmes monétaires? N'y aurait-il point quelque mérite d'essayer de traduire pour le profane ce que l'auteur a dû réserver aux seuls initiés; en bref de vulgariser

sans abaisser? Sans oublier que la complexité des faits s'accommode mal de la simplicité d'un exposé, c'est le but que se propose le rédacteur de cette recension.

Le conflit de 1939-45 devait consommer la ruine du système financier international, déjà ébranlé par la première guerre mondiale et la grande dépression. Mais, tandis qu'après la première guerre on était revenu, sinon dans le fond, du moins dans la forme, au *statu quo ante*, en l'espèce au *gold standard*, ce n'est qu'avec peine, qu'après la deuxième guerre mondiale on devait essayer d'atteindre un but bien plus modeste: celui de la convertibilité. L'échec désastreux de la convertibilité de la livre en 1947 ne pouvait qu'ajouter au malaise qu'un scepticisme dérivé des expériences précédentes ne faisait qu'entretenir et même fortifier. Pendant longtemps, les discussions avaient revêtu un caractère trop restreint et les progrès ne se firent sentir que du jour où l'on cessa de dissocier les questions monétaires des questions commerciales. Ce n'est pas là moindre mérite de Triffin que de souligner le point: une approche monétaire forme un tout.

Avant la guerre, régnait le multilatéralisme. Chaque pays pouvait utiliser tel surplus d'une devise pour régler un déficit dans une autre monnaie. La plupart des monnaies étaient alors convertibles, c'est-à-dire pouvaient être librement échangées entre elles ou contre de l'or. En raison même de cette convertibilité, les pays étaient peu tentés d'établir des discriminations commerciales. Cependant, les exportations s'étaient contractées avec la grande dépression et plus d'une nation éprouvaient des difficultés à contenir le déficit de sa balance des paiements. Une fuite des capitaux due à l'imminence escomptée d'un conflit mondial ne faisait qu'aggraver la situation. Pour pallier ce déficit, plusieurs nations avaient eu recours au dirigisme économique, introduisant sur le plan commercial des contingentements, et aménageant sur le plan financier le contrôle des changes. De telles mesures, dont le principal but était de rogner le droit des résidents d'effectuer des règlements à l'étranger, s'étendirent à l'extrême lorsque le conflit éclata. L'inconvertibilité devint la règle; cependant, à l'intérieur de la zone sterling la livre continua à être « transférable », mais ne pouvait plus être cédée contre des dollars.

Si jamais besoin avait été mieux ressenti, c'était bien celui de retrouver, lorsque les hostilités seraient terminées, un système financier équilibré. C'était là une condition du rétablissement du commerce mondial. Dès 1942, les Anglais, sous la haute autorité de Lord Keynes, avaient mis en chantier un ingénieux projet de compensation internationale. Ils soumirent leur système à l'agrément des puissances; il s'agissait d'une part, de recouvrer le multilatéralisme, d'autre part, d'aménager un organisme de crédit destiné à relancer le commerce, en le débarrassant de toutes ses entraves. Chaque puissance se voyait octroyer un crédit dont le montant serait proportionnel au chiffre de son commerce. Ce crédit serait admis au financement de tout déficit. Keynes y voyait une nouvelle monnaie aussi prisée que l'or. Les Américains se montrèrent fort réservés. Accordons-leur que la mise en place du système eût nécessité l'instauration aux États-Unis d'un contrôle des changes, mesure impopulaire, et le développement corrélatif d'une bureaucratie tracassière. Washington, d'autre part, eût risqué de perdre

le contrôle de son « assistance » et particulièrement son contrôle politique. Enfin les Américains avaient leur plan : préféré au projet britannique, il devait conduire à l'élaboration du Fonds Monétaire International. Celui-ci ne devait fonctionner qu'en 1947.

Entre temps, les puissances avaient eu recours au bilatéralisme multiple. Solution pire que le mal : l'impossibilité d'utiliser un surplus dans une devise pour régler un déficit dans une autre, paralysa les échanges, allant même jusqu'à faire revivre le troc, décourageant toujours plus avant tout retour vers la « spécialisation » internationale, suprême harmonie.

L'accord financier anglo-américain, paraphé en 1946, devait, de son côté, se révéler fort peu utile. C'est alors que, devant l'impuissance conjuguée de l'institution internationale et du protocole anglo-américain, les pays appartenant à l'Organisation Européenne de Coopération Économique devaient, par étapes, édifier un système moins ambitieux, puisque régional, donc plus restreint mais autrement efficace. Après l'échec d'août 1947, tendant à la convertibilité de la livre pour les non-résidents, les controverses théoriques relatives au problème posé par la gravité du déficit avec la zone dollar (que traduit l'idiotisme américain *dollar shortage*) gagnèrent en acuité. L'instauration du Plan Marshall en 1948, apaisant pour un temps les appréhensions des plus pessimistes, les tenants d'un déficit chronique en dollars, concentra cependant l'attention sur la reconstruction économique européenne. Si l'unanimité s'était faite devant l'impossibilité de lever les restrictions vis-à-vis de la zone dollar, allait-on voir se dessiner et s'affirmer une volonté collective de trouver néanmoins un remède ? Le remède possible à cette situation commerciale grave était l'augmentation du commerce intra-européen par la suppression des discriminations, restrictions, entraves ou contrôles de toutes sortes, paralysant l'activité économique.

Ainsi devait naître, en 1950, l'Union Européenne des Paiements. Celle-ci n'a atteint son but que parce qu'elle a mis l'accent sur la nécessité d'abolir au maximum toute discrimination dans le commerce intra-européen et de supprimer quotas, contingentements ou toute autre entrave quantitative au commerce. En permettant d'utiliser tout surplus pour régler quelque déficit, l'U.E.P. enlevait toute motivation au maintien du bilatéralisme et à toute discrimination. Mesurons ces succès étonnants : à la fin de 1950, trois mois seulement après le fonctionnement de l'institution, 60 p.c. du commerce intra-européen était débarrassé de ses contingentements. En 1957, environ 90 p.c. des échanges étaient libérés, la France seule ayant dû rétablir certaines restrictions. Le volume du commerce atteignait l'indice 150 en 1950, et l'indice 226 à la fin de 1956 (base 100 en 1949).

Les restrictions vis-à-vis de la zone dollar n'en demeuraient pas moins. Le « rideau d'or » séparait le bloc dollar du monde extérieur. L'instauration en mai 1953 d'un système d'arbitrage dans le régime des changes — expression de l'ingéniosité financière britannique — devait introduire dans l'U.E.P. une économie de marché. Elle en modifiait heureusement le fonctionnement, permettant aux puissances sinon de se passer de leurs « contrôles des changes », du moins d'en atténuer la rigidité... et la nocivité. L'U.E.P., ayant reconstitué son stock d'or.

et de devises dollars (17.7 milliards de dollars en 1957), un dernier pas vers la convertibilité *de facto* pour les non-résidents fut franchi par la signature de l'Accord Monétaire Européen (29 juillet 1955).

Appelé à entrer en vigueur à la discrétion de signataires dont la somme des quotas atteindra 50 p.c. de l'ensemble des quotas, l'Accord présente plus de souplesse que l'U.E.P., ayant le mérite, au surplus, de concilier les légitimes intérêts de la Grande-Bretagne (voir le sterling retrouver son prestige monétaire d'avant-guerre) et ceux de l'Europe continentale, tout en hâtant la convertibilité encore imparfaite vis-à-vis de la zone dollar. Fin décembre 1958, concomitamment à une dévaluation du franc français, les puissances décidèrent de la convertibilité *de jure* pour les non-résidents. En janvier 1959, l'Allemagne de l'Ouest allait encore plus loin et alignait le deutschmark sur le dollar et le franc suisse.

Ainsi sommes-nous arrivés au terme du voyage: du bilatéralisme à la convertibilité. Cette approche d'observation, que rehaussent de suggestifs graphiques et tableaux, se double d'une approche théorique, contenue dans les deux premiers chapitres de l'ouvrage, et consacrée à deux thèmes: le *dollar shortage* et le processus d'inflation.

Les controverses autour du *dollar shortage* peuvent s'être révélées, *ex post*, plus passionnées que convaincantes. Que la pénurie de dollars ait été surmontée après-guerre, est-ce motif suffisant pour invalider, comme le fait Triffin, les thèses de ceux qui considèrent, avec le professeur John-H. Williams de Harvard University, que le phénomène est chronique, inhérent aux relations des États-Unis et de l'Europe, dû au potentiel économique autrement puissant des premiers?

Abordant le processus d'inflation, Triffin, par l'introduction de nouveaux concepts, tente de repenser l'analyse monétaire. Dégageons l'idée maîtresse: l'inflation interne et le déficit de la balance des paiements traduisent, tous deux, le même déséquilibre entre la demande globale et la production nationale; l'évolution de la politique monétaire ne fait que refléter ce déséquilibre. Rappelons que l'équation de l'économie montre, en effet, qu'un excès de la demande intérieure, provoqué par la création d'un pouvoir d'achat exagéré, par le truchement soit de dépenses publiques trop lourdes, soit de distributions de salaires en avance sur l'expansion, soit même d'investissements, si ceux-ci sont insuffisamment productifs, conduit inévitablement à une dégradation des échanges extérieurs. Sous ce rapport, se révèle l'utilité de l'introduction par Triffin de nouveaux concepts: l'indice d'inflation et l'indice des liquidités.

Expression du quotient de la masse monétaire par le produit national brut, mesuré en prix *constants* (base 100 en 1938), l'indice d'inflation permet de distinguer une mesure d'efficacité d'un simple expédient monétaire; un indice d'inflation peu élevé indique qu'une augmentation dans la masse monétaire a été accompagnée d'une hausse dans la production. Un haut indice, par contre, indique que l'effet a été purement monétaire, provoquant soit la hausse des prix, soit la création d'une épargne inemployée. (cf. graphiques pp. 55 et 63).

Expression du quotient de la masse monétaire par le produit national brut, mesuré en prix *courants* (base 100 en 1938), l'indice de liquidités indique, quand

il est faible, que la hausse des prix a accompagné et même dépassé la masse monétaire — comme cela s'est produit, en France, en Italie ou mieux en Grèce immédiatement après la guerre. Un excès de liquidités, que révèle un indice de liquidités élevé, indique que le niveau des prix intérieurs est demeuré relativement constant, malgré l'abondance monétaire, — comme cela est intervenu en Grande-Bretagne et dans les pays scandinaves, en raison du contrôle des prix et du rationnement.

Ces déductions théoriques ont trouvé une confirmation empirique dans l'évolution des diverses politiques économiques des puissances européennes. Triffin n'en exprime ses vues qu'avec plus de conviction et d'autorité. Son souci de pragmatisme se précise et s'affirme: c'est là louable réaction contre l'attitude de beaucoup d'économistes qui à l'égard des phénomènes monétaires «indiquent des préférences plus qu'ils n'apportent de démonstrations».

Ni un automatisme rigoureux, ni un déterminisme aveugle ne président à l'établissement d'un système viable destiné à promouvoir le commerce international et le régime des échanges.

L'échec du Fonds Monétaire International est mis en parallèle avec le succès de l'O.E.E.C. et de l'U.E.P.; est-ce là nouvel argument propre à nous convaincre que la convertibilité, la vraie, la convertibilité totale, sans discrimination, ne peut-être atteinte que par un retour à l'étalon-or, dans un monde débarrassé de toute entrave, en bref en régime de parfaite concurrence?

Triffin a bien soin de nous rappeler que le temps du XIX^e siècle n'est plus; à d'autres temps, d'autres méthodes; puisqu'il nous est impossible de nous passer d'un minimum de réglementation, convenons de la supériorité d'un accord régional sur un accord trop universel; convenons de la nécessité de sa flexibilité pour le voir mieux s'adapter aux structures si mouvantes de la vie économique mondiale; admettons que sa pérennité serait plus un obstacle qu'un bien; trop rigide un tel système aurait tôt fait d'éclater et de se révéler inopérant parce que dépassé. Convenons enfin d'un minimum d'abdication de souveraineté de la part des puissances dans un monde où domine de plus en plus l'interdépendance.

Antoine-Élie Immarigeon

Organizations, par JAMES-G. MARCH et HERBERT-A. SIMON. Un vol., 6 po. × 9¼, relié, 262 pages. — John Wiley and Sons, New-York, 1958 (\$6.).

Les sept chapitres de ce bref essai de quelque deux cents pages constituent sans conteste une synthèse magistrale de la connaissance et des recherches entreprises dans le domaine de la théorie de l'organisation.

C'est avec un esprit analytique remarquable — qui, d'ailleurs apparaissait déjà dans le livre maintenant classique de Simon, *Administrative Behavior* (1945) — que les auteurs recueillent, analysent et codifient les théories de l'organisation émises par les auteurs du XX^e siècle se réclamant des diverses disciplines des sciences sociales; ils offrent de ce fait aux étudiants, aux chercheurs et aux praticiens de l'organisation un instrument unique de travail.